

Table des mémoires,
1^{re} affaire.

1^{er} mémoire par M^{rs} Charvat & M^{rs} Chabrot on défend
par la prescription & une demande reconventionnelle page 1

2^e mémoire en réponse au précédent par M^{rs} Chabrot
contre M^{rs} Charvat, on prouve qu'il n'y a point
de prescription page 44

2^e affaire.

3^e mémoire par le Sr. de la Roche Feuille, contre le Sr.
Coubains et autres, on y traite les questions de savoir
si on peut un acte de donation sur les dixmes sans
lettre et sans formalités, 2^o si un abonnement
frappe sur les dixmes nouvelles, et sur les dixmes
anciennes, s'ils ne sont compris et troisième si les
nouvelles ne sont pas particulièrement affectées aux
curés, page 91

4^e mémoire pour idem contre idem relatif.
au même objet page 135

5^e mémoire en réponse pour la Venue et les
affaires Fontenay page 187

Décide les trois questions ci dessus posées,
et prouve, en fait, qu'il existe un abonnement
de Dixmes dans toute la paroisse de Thyohière,
et que cet abonnement comprend les dixmes
nouvelles avec les dixmes anciennes.

3^e affaire.

1. procès pour M^{rs} Laurier, curé de la paroisse
au parlement, int^{er} et app^{el}. = (Marie Guyot
vs procureur et ses fils. 228.
 2. mémoire en réponse par la Guyot et procureur 288.
 3. supplément au procès de M^{rs} Laurier 301.
 4. ... addition à son mémoire 323.
 5. consultation et acte de notoriété, pour le même 347.
 6. supplément servant de réponse pour la Venue et
les fils procureur 387.
- 1^{er} le droit de rétention séigneuriale, ou la demande

61
en retrait curiel, ne peuvent être exercées, en contumace
de universaires, qui à charge d'office du prince et de docteurs (1625)

Le demandeur a droit à la restitution des fruits perçus
pendant l'instance, pour les héritages retraités; à partir de
la consignation réelle effectuée dans les 40 jours de
l'exhibition du contrat; mais il faut que les offres soient
certaines, absolues et sans conditions, de même que la
consignation qui les suit, et que toutes soient régulières.
p. 252-256, 268-271, 295 et 296, 302-308, 390-393.

2^o si la nouveance est éteinte par la prescription, il ne
peut y avoir de retrait curiel.

en universaires, le chef-cens et les voidrages sont-ils
prescriptibles pour 30 ans? p. 286, 368 et 613, 608-618.

3^o l'acquiescement au chef de la sentence dont on demande
cassation la réformation, rend l'appel non recevable, malgré
toute réserve, parce que l'action contraire à la protestation,
la détermine. p. 263, 329-336, 388-390.

4^o le retrait de la consignation, après la sentence qui
l'a déclarée null, comme irrégulière et précipitée, rend
l'appel non recevable. p. 263, 329-336, 388-390.

5^o pour exercer une complainte possessoire suffit-il au
demandeur d'avoir le droit de possession, ou
doit-il justifier d'une possession actuelle et annuelle?
p. 263 et suiv., 298-299, 371 et suiv., 619.

6^o affaire.

procès pour le f^o Desparois de Signoles, et Consorts,
app^{ts} = l'abbaye de l'abbaye de St. Jansens, à Cyp^{re}.

Qu'entend-on par Dixme Verte? en quoi
consiste-t-elle? comment s'établit-elle? 623.

= sur même question, voir 2^d Vol. p. 803.

8^e affaire.

1. mémoire pour mesire Pierre Desvergie, chevalier de l'Ordre Royal et militaire de St Louis, intendant - C. mesire Gilbert Estienne de Blancherive, av. en partent. ... 493.
2. mémoire en réponse - - - - - 489.

1^o on peut déroger à la coutume par deux conventions particulières, surtout dans les contrats de mariage qui sont la loi des familles, la convention devient alors la loi des époux.

2^o en coutume d'Anvers, l'usufruit du père sur les biens des enfans est-il pour son conseil, sans inventaire du moins régulier ?

Les Collatéraux sont-ils réservables, comme les héritiers en ligne directe, à demander, pour cette cause, la privation d'usufruit ?

3^o l'abus de l'usufruit, par aliénations et dégradations, est une cause de privation de cet usufruit.

4^o testament fait en 1765 attaqué de nullité, parce que le notaire recevant était déréglé - d'ajournement personnel; à défaut de mention d'interpellation au testateur de signer; pour n'avoir été reçu et dicté en présence des témoins.

6^e affaire.

Mémoires pour Antoine et Louis Taravant, et autres demandeurs. - C. Dame Paul-François Vallou 4^e de m. union de la querle diffent. - - - - 821.

Contrat de mariage passé entre deux conjoints, domiciliés sur la territoire de la coutume d'Anvers, stipulant que les futurs habiteront avec le père du futur, en Anvers; réglant le quin d'union, les bagues et joyaux, les habits de noces de la future, le domaine, le denier et

l'habitation; se terminant par cette dernière clause: pour les autres choses, non comprises aux présentes, les parties se régiront par la coutume du pays d'auvergne.

La femme ayant postérieurement établi leur domicile à Clermont, par le dit écrit, la femme a-t-elle pu, par testament, instituer valablement son mari héritier de ses meubles et effets?

Les héritiers, collatéraux, ont-ils pu exciper de dispositions de l'article 16, tit. 12 de la coutume d'auvergne (Chabrol, to. 1, p. 323) en se fondant sur la dernière clause du contrat de mariage, comme relative à l'état et à la faculté des dispositions respectives des conjoints?

7^e affaire.

1. mémoire pour Jean Richard et Gabrielle Talon, Jav^{rs}, = C. Lambert Ribier, intimé. 889.

2. mémoire pour M^{rs} Pierre Estopy - des vignes, procureur en la présidence du Roubaillon, intervenant et défend^r = C. le dit Richard, en présence de Ribier. 608.

1^o le créancier qui a reçu le montant de sa créance et a dans le procès verbal d'offres, déchargé son débiteur d'une fautive telle poursuite contre lui, en dérivant 11 officiers publics qui l'a communiée, libère-t-il ce débiteur irrévocablement? peut-il se pourvoir contre sa décharge, par lettre de rescision si elle a été obtenue par dol et surprise?

2^o 11 officiers publics (procureurs) injuriés dans un mémoire public, peut intervenir, en cours d'appel, pour demander sa suppression, avec dommages-intérêts et impenses de la sentence.

8^e affaire.

procès en répoux, pour Dame Suzanne Goumefoy,
épouse de M^{re} Imbert, procureur au la cour, app^{te}

(M^{re} le Duc de Beauvilliers, intimé

et C. Pierre Bayet, aussi intimé

680.

Difficultés sur procès verbal de séquestration,
après exploitation de corps de loi adjugé.

